



La « Turboteuf » s'est déroulée dans un climat tendu. / DDM MPV

A69 : un dispositif « injustifié »

L'observatoire des pratiques policières rend un rapport sur la « Turboteuf ».

Les Observatoires toulousains et tarnais des pratiques policières (OPP) vont rendre ce vendredi 1er août son rapport sur la mobilisation contre l'A69 à Maurens-Scopont début juillet qui a réuni un millier de manifestants. Mais une synthèse a déjà été communiquée.

Les observateurs de cette structure initiée par la Ligue des droits de l'Homme, le Syndicat des avocats de France et la Fondation Copernic, étaient présents sur la « Turboteuf » organisée par les opposants à cette autoroute entre Castres et Toulouse dans le parc du château de Maurens-Scopont alors que la manifestation avait été interdite par le préfet du Tarn suite aux débordements et des violences lors des précédents rassemblements.

Pour eux, ce rassemblement, initialement festif et pacifique, a fait l'objet d'un discours très alarmiste de la part du préfet du Tarn et du ministre de l'Intérieur, qui ont assimilé les manifestants à des « barbares » ou

« éco-terroristes ». Ce discours aurait donc légitimé un « dispositif sécuritaire exceptionnel » : 1 500 forces de l'ordre, blindés, drones, hélicoptères, fouilles...

Pourtant, les observateurs « attestent de la non-violence des participants » et dénoncent « l'infiltration policière, les intimidations et les atteintes au droit de manifester ». « Parfaitement au courant des intentions pacifiques des manifestants, les autorités ont dupé la presse et la société civile », estiment les observateurs même si 200 à 300 militants cagoulés ont dressé des barricades sur la nationale et commis des dégradations provoquant des heurts avec les forces de l'ordre.

Le rapport met en lumière une évolution préoccupante : « ce n'est plus la violence effective qui justifie la répression, mais la simple volonté collective de s'opposer ». « L'entrave au travail des observateurs de l'OPP » est également dénoncée.

Br.M.